

THAÏLANDE

Deux mondes différents

Les effets de la mondialisation sur les politiques publiques, en particulier dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, ont été encore plus désastreux que les effets des échecs économiques et des catastrophes naturelles sur la sécurité humaine. La construction d'un gazoduc en partenariat avec la Malaisie et le monopole des télécommunications entre les mains d'entreprises appartenant aux membres de l'élite politique sont les questions les plus alarmantes dans une société où la croissance économique a creusé le fossé entre riches et pauvres.

Social Agenda Working Group
Ranee Hassarungsee

Participation et autoritarisme

Dans le passé, les problèmes liés aux ressources naturelles et à l'environnement se limitaient à l'abattage d'arbres sans discernement dans les forêts par les populations locales. Les choses ont à présent changé. Les droits des communautés, reconnus par la Constitution, sont menacés. Les Thaïlandais ont toujours défendu leurs droits dans le cadre juridique institutionnel, et dans ce contexte aussi, ils ont épuisé toutes les opportunités locales et régionales de faire entendre leurs revendications avant d'en arriver à des manifestations de rue. Le gouvernement a répondu par des attitudes autoritaires qui découragent la participation populaire.

Le gazoduc de l'insécurité

Le gouvernement s'est engagé envers le processus de mondialisation qui exerce une forte influence sur les politiques publiques pour la gestion des ressources naturelles. D'autres pays et des entreprises transnationales interviennent de plus en plus dans la formulation des politiques de développement de la Thaïlande. Le gouvernement thaïlandais est devenu partie prenante du Gazoduc Thaïlande/Malaisie, un partenariat entre l'Autorité du pétrole de la Thaïlande et la Malaisie, approuvé en 1999. L'opposition à ce projet fut immédiate et se poursuit à ce jour. Sous l'impulsion de plus de 1.000 universitaires et de la population du district de Chana,¹ les opposants au gazoduc ont publiquement soutenu que les avantages du projet étaient insignifiants par rapport aux dangers qu'il représentait pour l'écosystème et pour le mode de vie et les moyens d'existence des communautés locales. Un villageois déclare : « Mab Ta Phud (une zone industrielle bien connue et largement promue de la côte

¹ Depuis la signature par le gouvernement thaïlandais d'un contrat pour la construction d'un gazoduc en vue d'exploiter les réserves de gaz de la Zone de développement conjoint entre la Thaïlande et la Malaisie, il y a quelques années, les populations locales qui vivent dans la zone du site de construction dans le district de Chana, province de Songkhla, n'ont pas eu de paix. La plupart de ces populations, qui tirent leurs moyens de subsistance de la pêche à petite échelle, sont très conscientes des effets négatifs de ce projet sur leur mode de vie et leur environnement. Ils se sont vigoureusement opposés au projet et les forces de sécurité ont réagi par une répression brutale. Un affrontement majeur a eu lieu en décembre 2002, faisant un grand nombre de blessés et entraînant des dégâts matériels importants. Les dirigeants du mouvement ont été arrêtés sur des accusations fabriquées de toutes pièces. La représentante spéciale des Nations-Unies pour la défense des droits humains, Hina Jilani, qui visitait la région, a déploré les arrestations. Jilani a fait pression sur le gouvernement thaïlandais, sans succès, pour que toutes les accusations soient abandonnées. Selon elle, les mouvements de la société civile étaient confrontés en Thaïlande à une situation « d'intimidation et de peur », juin 2003.

est de la Thaïlande) souffre de beaucoup de pollution. Les gens là-bas, enfants et adultes, ne sont pas heureux. Leurs plaintes n'ont pas été entendues. Je me demande si c'est réellement cela, le développement. Si d'autres personnes veulent ce type de développement, bonne chance pour eux. Je sais que je n'en veux pas.»² Bien sûr, il y a également le risque d'explosion.

Le gouvernement du premier ministre Thaksin Shinawatra a le pouvoir de décision final dans l'exécution du projet de gazoduc, mais le gouvernement n'a jamais fourni d'explications publiques sur ses intentions et a constamment refusé d'entamer un dialogue ouvert avec le mouvement d'opposition. L'attitude du gouvernement a encouragé les sociétés en charge de la construction du gazoduc à simplement ignorer les demandes de débat public sur la question. Leur seule réponse a été d'acheter des pages de publicité dans les médias pour faire la promotion et les éloges du projet de gazoduc.

Le gazoduc et d'autres méga projets visant le développement d'infrastructures n'ont pas été gérés de manière adéquate. En plus des difficultés préparatoires et opérationnelles, il y a une absence de transparence grave. Certains projets ont dû être annulés en raison de leur impact négatif ou parce qu'ils s'avéraient inefficaces. Ceci a créé des perturbations dans le développement du pays et certains secteurs de l'économie ont subi de lourdes pertes.

Pouvoir politique plus pouvoir économique plus pouvoir des médias

Après la crise économique de 1997, les grandes entreprises transnationales ont racheté tant de sociétés en faillite qu'il n'est aujourd'hui guère possible de parler d'actifs « nationaux ». Les avantages découlant de la croissance du PIB doivent donc être attentivement examinés dans ce contexte.³

Entre janvier et octobre 2003, 14 entreprises ont été enregistrées en Bourse et ont émis des actions négociées entre 50% et 100% au-dessus de leurs prix moyens. Des articles de presse récents ont révélé que les parts avaient été raflées par des groupes d'affaires réputés (CP Seven Eleven PLC, Matching Studio, RS promotion, Advance Information Technology PLC, International Research Corporation PLC, et SC Assets).⁴ Ces groupes sont étroitement liés à des politiciens de haut rang dans le parti gouvernemental, Thai Rak Thai (les Thaïlandais qui aiment les Thaïlandais).⁵ Shin Corp Group, un conglomérat appartenant au premier ministre actuel, est le groupe le plus puissant. Ce groupe exploite les services de téléphonie cellulaire (AIS), les communications satellitaires (IPSTAR Co.) et la télévision (ITV PLC). Ses activités non seulement dépendent essentiellement des fonds publics, mais en outre affectent directement la sphère publique. Les concessions accordées aux pouvoirs politiques (à travers la manipulation politique), donnent aux concessionnaires des droits et des privilèges perpétuels qui ne correspondent pas nécessairement à leur expertise en matière de gestion des affaires. Selon Supina Klangnarong, secrétaire de Campaign for Popular Media Reform (Campagne pour la réforme populaire des médias) : « Jusqu'ici, le premier ministre n'a rien fait pour s'atteler aux conflits d'intérêts. Ni le Décret royal relatif à l'impôt sur l'exploitation des télécommunications, ni le contrat pour ITV. (...) Nous sommes préoccupés de voir que la société thaïlandaise, influencée par l'information fournie par les médias, sera

² Témoignage d'Areeya Hmadeh dans : "Reasons of the Anti-Thai-Malaysian Gas Pipeline Project Movement." NGO-Coordinating Committee on Rural Development/Southern Branch. Thaïlande, 2000.

³ Selon l'UNICEF, le taux de croissance annuelle moyen du PIB par tête était de 2,8% pour la période 1990-2000. Concernant l'achat d'actifs par les entreprises transnationales, voir : Prasertkul, Seksan, « Thailand on the Road to Democracy : Problems and Solutions Explored ». Discours prononcé lors de la Conférence pour le 30^{ème} anniversaire du soulèvement du 14 octobre 1973, co-organisé par la Fédération du 14 octobre et le Groupe de coordination pour le 30^{ème} Anniversaire. Secteur Public. 14 octobre 2003.

⁴ *Matichon Daily*, 1er décembre 2003, p. 12.

⁵ Pattamanan, Ukrit, *Matichon Weekly*, 5 décembre 2003.

dominée par le groupe Shin Corp qui est la seule compagnie dotée d'une base politique forte. »⁶

TABLEAU 1

Endettement des ménages – en baths thaïlandais par ménage (THB)					
	1994	1996	1998	2000	2002
TOTAL MENAGES					
Dette moyenne (THB/ménage)	31.079	55.300	72.345	70.586	84.603
Rapport dette-salaire mensuel	3,7	5	5,7	5,7	6,1
% dette consacré à la consommation	59,7	50,8	61,2	61	64,1
MENAGES PAUVRES					
Dette moyenne (THB/ménage)	9.727	13.698	22.787	21.818	24.876
Rapport dette-salaire mensuel	4,4	5,4	7,5	7,5	8,5
% dette consacré à la consommation	37,9	34,3	39,1	41,5	44,5
MENAGES TRES PAUVRES					
Dette moyenne (THB/ménage)	11.830	18.593	22.968	20.083	24.188
Rapport dette-salaire mensuel	9,1	12,2	13,1	11,5	15,2
% dette consacré à la consommation	53,4	26,9	40,4	37,7	50,2
Source: Ce tableau est adapté des informations fournies par Somchai Jitsuchon lors de la conférence annuelle The Thailand Development Research Institute on Human Security 2003					
Note : A) Les ménages "très pauvres" sont ceux qui gagnent moins de 50% du montant défini comme seuil de pauvreté (autour de 2.000 THB par ménage par mois). B) : 1 THB = 0,03 dollar US.					

L'Etat conserve son monopole sur le pouvoir, non par la force des armes, mais à travers le contrôle des capitaux et des médias. Son pouvoir s'exerce donc de manière plus subtile et, sans s'en rendre compte, les populations y sont plus vulnérables.

Ecart de croissance

Les changements sociaux intervenus en Thaïlande se sont fait de manière constante dans une logique capitaliste et ceci a polarisé la société thaïlandaise. Le fossé entre les zones rurales et les zones urbaines s'est creusé. Deux mondes coexistent : le monde moderne et globalisé des nantis et le monde misérable des démunis.

Selon la doctrine néolibérale, la croissance économique dépend de la hausse de la consommation par tête d'habitant. En conséquence, de plus en plus de méga projets sont approuvés et de plus en plus d'entreprises publiques sont privatisées. Ainsi, le gouvernement et son entourage politique accumulent la richesse et les bénéfices à travers la spéculation financière, à travers le monopole sur l'industrie des télécommunications, et en prenant des décisions politiques soumises aux principes du marché, à leur propre avantage. Loin de résoudre les difficultés économiques des gens ordinaires et les problèmes structurels qui entraînent ces difficultés, cette démarche ne fait qu'aggraver les choses. Le tableau 1 montre des chiffres pour l'endettement des ménages qui sont éloquents par eux mêmes.

La majorité exclue

La participation des populations dans la prise de décision est une base essentielle pour construire la sécurité humaine. Un moyen dévaluer la participation populaire est d'examiner

⁶ *Post Today*, 30 juin 2003. Le 1^{er} décembre 2003, Supinya était poursuivie par Shin Corp pour diffamation en raison de l'interview qu'elle avait accordée à *Thai Post* sur les liens entre les bénéfices de l'entreprise et le gouvernement Thai Rak Thai. 16 juillet 2003.

de manière critique la composition du corps législatif. Selon la Commission électorale de la Thaïlande, sur un total de 500 membres du Parlement, 453 sont des hommes d'affaires, d'anciens responsables gouvernementaux, des juristes et des politiciens. En d'autres termes, 90,2% des députés sont issus des classes urbaines aisées ; le secteur agricole et la classe ouvrière ne sont représentés que par 3,2% et 2,8% respectivement. Bien que les sénateurs soient à présent élus au suffrage direct, la composition du Sénat n'est pas très différente, car les conditions pour se présenter aux élections sont biaisées en faveur de l'élite. Nous pouvons donc conclure que la démocratie « représentative » thaïlandaise exclut la majorité pauvre de la population de la prise de décision au niveau national.

Il n'est donc guère surprenant que ni même les communautés locales, les plus affectées par les grands projets publics, ni celles dont les ressources naturelles ont été allouées à des sociétés privées, n'approuvent les marchandages qui se font au nom de « l'intérêt national ». Il n'est pas surprenant, non plus, que les manifestations anti-gouvernementales se propagent parmi les petites communautés locales et à travers les couches sociales plus pauvres. Le fossé entre riches et pauvres est en train de se creuser sous l'impact du capitalisme globalisé et peut marquer le début d'une période de violence sociale et politique dans le pays. Si les politiques économiques actuelles se poursuivent, l'eau potable, l'électricité, la santé et l'éducation deviendront des marchandises à négocier librement aux taux du marché. La vie pour les Thaïlandais se limitera alors simplement à la consommation ou à l'investissement dans des biens et services.

La sécurité humaine signifie protéger les libertés élémentaires qui devraient caractériser chaque vie humaine, pour permettre au individus de jouir de la liberté et de développer leur potentiel. Par contre, les programmes soi-disant de développement de la Thaïlande durant l'année 2003 constituent de fait une atteinte grave à la sécurité humaine.

Communautés et mondialisation

Les changements apportés par la modernisation ont rendu les citoyens plus conscients de leurs libertés civiques et politiques. Toutefois, les droits économiques, sociaux et culturels sont de plus en plus restreints. Les communautés locales sont très soucieuses de leurs valeurs, de leur singularité culturelle et de leurs ressources naturelles et intellectuelles ; elles sont donc motivées pour unir leurs forces dans une lutte commune contre la menace d'invasion que représentent les entreprises transnationales et contre la commercialisation qui leur est imposée par les superpuissances industrielles occidentales. Cette sensibilisation accrue montre que les droits individuels sont adoptés en tant que droits communautaires. Afin de garantir ces droits et de renforcer les capacités des populations, les initiatives de développement doivent être gérées de manière démocratique à la base.

Conclusion

Les questions débattues dans ce rapport peuvent être résumées et conclues par les propos tenus par Seksan Prasertkul,⁷ à l'occasion du 30^{ème} anniversaire du Soulèvement du 14 octobre 1973 :

« Il est vrai que nous n'avons pas été en mesure de créer une société dans laquelle tous les individus ont un accès égal à la propriété. Mais du moins ne devrions-nous pas abandonner l'espoir de créer une société dans laquelle tous les êtres humains sont égaux. Dans tous les cas, les richesses matérielles ne sont pas toujours importantes. Une fois que les besoins de

⁷ Seksan Prasertkul est un écrivain et intellectuel thaïlandais de renom, et doyen de la Faculté de Sciences politique à Thammasat University. Il a mené les étudiants lors d'un soulèvement de masse qui a renversé la dictature militaire en octobre 1973.

base que sont une alimentation adéquate et un logement décent ont été satisfaits, la coexistence pacifique, la promotion culturelle, la profondeur spirituelle et la réalisation de ce que cela signifie réellement pour nous de vivre pendant une période de temps limitée dans ce monde, sont plus importantes que le profit. Ce concept est en opposition directe avec la quantification de tout à travers les mécanismes du marché ; de fait, il entrave le flux de capitaux et l'accumulation de richesses. Il signifie que les investisseurs ne seront plus autorisés à extraire des ressources de certaines zones et que le mode de vie des Thaïlandais ne mènera pas à la libre concurrence, mais à la coopération collective. Ces choix et les approches diverses du développement ne seront jamais à la disposition des populations tant que la participation publique à la conception des politiques économiques qui affectent leurs communautés ne sera pas reconnue. Nous devons apprécier la sagesse locale, décentraliser le développement et le pouvoir politique et mettre un terme aux abus de l'autorité étatique et du pouvoir du capital.⁸

⁸ Prasertkul, Seksan, "Thailand on the Road to Democracy: Problems and Solutions explored." Discours prononcé lors de la Conférence pour le 30^{ème} anniversaire du soulèvement du 14 octobre 1973, co-organisé par la Fédération du 14 octobre et le Groupe de coordination pour le 30^{ème} Anniversaire. Secteur Public. 14 octobre 2003.